

## **Pour vaincre le fascisme : construire le Front populaire !**

### **Contribution de la section de Saint-Junien/Rochechouart au 40<sup>e</sup> congrès du PCF**

Notre territoire, celui de la communauté de communes Porte océane du Limousin est situé à l'ouest de la Haute-Vienne, dans l'ex région limousin. Il compte un peu plus de 25 000 habitants dont 12 000 à Saint-Junien, sa ville centre, et un peu moins de 4 000 à Rochechouart. Lors des élections municipales nous avons participé au rassemblement victorieux des forces de gauche : PS, ADS, PCF à Rochechouart ; ADS, PS, PCF, Les écologistes, LFI à Saint-Junien. Dans cette dernière commune nous avons remporté une victoire historique en arrivant en tête sur l'ensemble des bureaux de vote.

Alors que dans le département et au niveau national les secteurs d'emploi les plus importants sont les services, puis le commerce et enfin l'industrie, chez nous les données se renversent et si les services restent le secteur qui emploie le plus en Porte océane avec 2 800 salariés, l'industrie arrive à la deuxième place avec 2 400 salariés assez loin devant le commerce qui emploie 917 personnes.

L'industrie est donc particulièrement importante, notamment le secteur du papier-carton avec des entreprises comme Sylvamo et Smurfit Westrock à Saillat-sur-Vienne, DS Smith à Rochechouart, Saica Pack à Saint-Junien ou Europlv à Saint-Victurnien.

Des groupes aux stratégies mondiales dans lesquels la lutte syndicale est particulièrement âpre. Après un combat difficile qui a mobilisé le territoire en 2012, pour maintenir le site malgré une vague massive de licenciement, l'usine Albany de Saint-Junien a fermé ses portes l'an dernier.

L'industrie traditionnelle du cuir se maintient encore avec notamment l'installation d'Hermès.

Sur notre territoire on comptait 1 673 demandeurs d'emploi inscrits en juin 2022. Soit 739 hommes et 934 femmes ; 273 d'entre eux avaient moins de 26 ans, 885 entre 26 et 49 ans, enfin 515 personnes avaient plus de 50 ans.

Dans ce contexte, nous communistes continuons à mettre en avant nos propositions singulières pour la planification industrielle et environnementale afin de veiller au développement des industries existantes et en attirer de nouvelles. Nous revendiquons avec force la nécessité pour notre pays de planifier une transition énergétique incluant l'énergie nucléaire publique ainsi que le redéveloppement du transport ferroviaire.

L'Etat doit également pouvoir s'opposer aux stratégies de délocalisation des groupes internationaux en prenant le contrôle des entreprises vouées à la fermeture mais aussi reconstituer des filières industrielles nationales sous sa protection.

Le terme de déclassement, souvent limité à la classe moyenne, est à la mode mais nous en faisons collectivement l'expérience. Ce déclassement se manifeste par une baisse générale des niveaux de vie et par un sentiment de mépris et d'éloignement de la puissance publique.

Au niveau institutionnel la disparition de la Région Limousin est vécue comme une catastrophe dans tous les domaines et notamment en matière de transport ferroviaire avec la fermeture de la ligne Limoges-Angoulême à partir de Saillat-sur-Vienne, fermeture contre laquelle nous nous mobilisons sans relâche depuis 8 ans.

La voiture individuelle et les frais qu'elle occasionne est un élément incontournable de la vie des classes populaires du fait des distances à parcourir, les transports publics (bus, train) étant réduits au minimum et le co-voiturage étant laissé à des plateformes privés ou à la bonne volonté des uns et des autres. Cette question de la mobilité des classes populaires doit être traitée par une politique publique ambitieuse et adaptée.

Mais en réalité ce sont tous les services publics qui sont réduits peu à peu et qui s'éloignent de la population, La Poste, la Trésorerie, la CAF jusqu'aux astreintes Gaz ! Notre hôpital vit une situation d'étranglement budgétaire continu seulement enrayé par des mobilisations massives.

Le matraquage réactionnaire de l'extrême-droite et des chaînes d'information continue engendrent un rejet réel des personnes les plus fragiles rendu visible par la généralisation répugnante du terme de « cassos. » Si le racisme existe évidemment il se colore dans nos territoires ruraux d'une profonde teinte sociale.

Une lutte conséquente contre l'extrême-droite passe donc par la défense de notre protection sociale, par la dénonciation du hold-up que constitue les exonérations de cotisation. L'idée que « les caisses sont vides » doit être ramenée à la réalité d'un pays où les riches s'enrichissent de plus en plus au détriment de tous les autres (prolétariat, paysannerie, classes moyennes), nous devons assumer sans hésiter le slogan du Front populaire « Faire payer les riches. »

Le village martyr d'Oradour sur Glane, témoin des atrocités du nazisme, engage tous les communistes de notre territoire dans la lutte contre la montée du fascisme et pour le maintien de la paix dans le monde.

### **Un point d'appui : les municipalités communistes et progressistes**

Le territoire et nos communes de Saint-Junien et de Rochechouart ont été façonnées par une gestion communiste et progressiste de plusieurs décennies.

Cela se matérialise par des infrastructures nombreuses et accessibles (sport, culture...), une aide à la scolarité de haut-niveau (gratuité des fournitures dans les écoles, soutien aux activités périscolaires), des régies municipales encore importantes et dynamiques et une forte capacité d'innovation (création d'un potager communal bio qui fournit 70% des légumes servis dans les cantines de Saint-Junien).

Ce service public doit continuer à être présent pour aider les classes populaires ou moyennes, de l'enfance au grand âge, dans tous les aspects de leurs vies.

Pour autant les collectivités sont en difficulté : asphyxie budgétaire, perte d'autonomie... et elles souffrent des graves reculs idéologiques de la gauche de transformation sociale dans une société qui se droitise et s'extrême-droitise.

Face au fascisme qui s'installe dans notre pays de nouvelles résistances doivent être créées, nos villes doivent devenir des foyers de lutte et nos municipalités constituent un point d'appui dans ce combat.

C'est pour cette raison nous nous plaçons fermement et sans ambiguïté dans le camp de l'union de la gauche la plus large, sans exclusive, parce qu'elle seule peut vaincre l'extrême-droite en transformant concrètement les conditions de vie et de travail de la population.

Une union large et un programme clair c'est comme cela que nous envisageons les choses à un moment où la bascule est en train de se réaliser.

Pourtant au sein des collectivités territoriales, une situation budgétaire toujours aggravée tend à imposer indirectement la liquidation des politiques de progrès et la limitation de l'autonomie des communes à travers les politiques de contractualisation.

Cela peut contribuer à une forte contradiction entre les élus et la population, avec une dégradation du service rendu entraînant le mécontentement des habitants et un accroissement des postures répressives.

*Exemple : le service de nettoyage ou encombrants ne correspond pas aux besoins mécaniquement les ordures vont s'amonceler, la solution n'est pas alors de crier à l'incivilité (contre laquelle il faut évidemment lutter) mais de partir en toute chose des besoins de la population et de l'associer aux choix de gestion qui se font en fonction des moyens dont les collectivités disposent.*

Il faut réduire la coupure entre les élus et la population et replacer au cœur de l'action municipale l'intérêt des classes populaires, dont les préoccupations sont trop souvent invisibilisées, en faisant de nos communes des écoles de la démocratie.

Il nous faut même inventer une étape de nouvelle démocratie dans ce temps de crise, une nouvelle démocratie communale fondée sur l'union de la population, des agents territoriaux et des élus. Débattre et construire ensemble notre destin commun est la seule voie praticable.

Nous pouvons pour cela nous appuyer sur des associations nombreuses et dynamiques et dans lesquels sont investis de nombreux jeunes attachés au caractère progressiste de leurs villes. Nous pouvons également nous appuyer sur des syndicats CGT bien implantés, revendicatifs et connaissant parfaitement leur secteur d'intervention.

A noter que notre région jusque là rétive à l'extrême-droite s'y convertit désormais massivement. Puisée dans le vivier que constitue la Coordination rurale, elle commence même à faire émerger des figures politiques locales. La question de la paysannerie, qui n'est plus le pilier du monde rural telle qu'elle a été, doit être étudiée en lien avec celle de l'autonomie alimentaire, de la protection de l'environnement et de la santé des populations. Le travail avec des paysans progressistes (organisés au Modéf avec lequel nous mettons régulièrement en place des ventes de légumes ou simplement désireux de travailler avec nous) doit être poursuivi et sans doute développé.

**Notre priorité : construire le parti du monde du travail**

L'appel lancé pour notre congrès nous fixe l'objectif de conquérir, d'ici 15 ou 20 ans, la majorité du peuple, il évoque un projet capable d'être lisible par le peuple entier. Il parle de reconstruire la France des jours heureux. L'heure pourtant n'est pas celle de la Libération mais celle de la résistance la plus acharnée.

Nous ne savons pas où nous serons dans 20 ans mais nous voyons que dès l'année prochaine le fascisme peut s'imposer en France. Nous savons quelles conséquences dramatiques cela aurait pour la population et singulièrement pour les classes populaires.

Notre ambition c'est déjà de mobiliser toutes nos forces pour construire le parti du monde du travail et pour qu'il construise avec nous l'orientation correspondant à ses intérêts stratégiques.

Cela ne signifie pas que nous ne nous adressons pas aux autres mais que l'essentiel de notre expression et de notre activité se dirige vers les classes populaires pour renforcer notre implantation parmi les ouvrières et les ouvriers, les employé-e-s.... Nous devons être celles et ceux qui défendent l'intérêt populaire jusqu'au bout.

Et l'unité est une aspiration populaire qui se fonde sur l'expérience vécue dans les collectifs de travail. Chaque ouvrier et chaque ouvrière sait que lutter seul ne mène à rien, que vaincre est une question de nombre et de détermination.

### **Vaincre le fascisme : construire un nouveau front populaire**

L'état de la gauche et les comportements que nous observons sont affligeants : injures, sectarisme, lignes permanentes de démarcation entre qui est de gauche et qui ne le serait pas, injures à nouveau. Dès la victoire du Nouveau front populaire tout est redevenu comme avant pour des leaders qui ne se rendent pas compte qu'ils se déchirent sur la scène d'un théâtre en train de se vider.

Pourtant, et contrairement à ce qu'affirment certains au sein du parti, pour nous le Nouveau front populaire n'était pas seulement un accord électoral. C'était une façon de remobiliser les imaginaires en notre faveur, de faire rêver et de faire rêver avec sérieux à un monde débarrassé de l'extrême-droite luttant pour en finir avec la misère, la guerre, l'oppression et l'exploitation.

Nous avons expérimenté cet enthousiasme, nous y avons cru, nous y croyons encore. Que portait d'ailleurs le Front populaire historique, construit pour la lutte contre le fascisme, pas autre chose que ce que nous portons : un programme permettant, après des dizaines d'années d'enrichissement pour les plus riches et d'appauvrissement pour tous les autres, de rompre avec le dogme libéral-autoritaire.

Ce programme diffusé massivement par les forces engagées dans le processus, vise à unir le monde du travail et les classes populaires et à polariser les classes moyennes entre les forces du progrès social et celles de la réaction et du capital.

C'est dans ce cadre que nous envisageons d'un bloc l'élection présidentielle et les législatives qui ne manqueront pas de suivre.

Les forces auxquelles nous nous adressons sont nombreuses et nous ne réduisons la gauche aux partis qui se réclament d'elle.

-La jeunesse qui se mobilise avec force en solidarité avec le peuple palestinien, contre l'impérialisme et aussi, massivement, contre l'extrême-droite.

-Les syndicalistes combattifs qui se replient trop souvent sur leur entreprise ou leur union locale dégoûtés par la piètre image que la politique donne d'elle-même.

-Le parti socialiste. Aujourd'hui totalement acquis à l'accompagnement du capitalisme et de l'impérialisme, il n'en conserve pas moins une forte influence au sein des classes moyennes dont la polarisation est un enjeu majeur. Il faut combattre absolument sa tendance à mettre sur le même plan extrême-droite et extrême-gauche et sa mue vers l'extrême-centre, elle ne peut que crédibiliser le RN et affaiblir la gauche dans son ensemble.

-La France insoumise, son existence est rendue possible par la droitisation du PS, elle incarne aujourd'hui une forme de social-démocratie radicale présente depuis longtemps dans notre pays alliant mouvementisme, spontanéisme, sectarisme et culte du chef. Lénine disait que l'anarchisme était le châtiment des dérives réformistes de la gauche de son temps. C'est un peu ce qu'incarnent aujourd'hui les insoumis.

En effet le réformisme coupe la gauche des acteurs de la lutte des classes, des acteurs pour lesquels un parti ou une organisation est une nécessité issue de la situation et pas une simple vision spéculative. Nous devons cesser et faire cesser la spirale de division qui nous déchire avec eux, travailler à la base, porter le débat, notamment sur la question de l'implication démocratique des classes populaires dans le processus politique que nous voulons construire.

-Les Verts comme les tendances issues du mouvement insoumis sont également des partenaires. Tous comme les groupes multiples issus de la désagrégation du NPA ou d'autres traditions de l'extrême-gauche.

Cela sans compter les dizaines de milliers de personnes engagées dans de multiples associations ou collectifs, ou désireuses de rejoindre dans la lutte contre le fascisme qui est principalement la lutte pour la transformation progressiste de nos conditions de vie.

Nous savons que la présidentielle est un moment unique pour populariser notre spécificité communiste mais nous savons aussi que dans la période de mobilisation contre l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir nous risquons d'être inaudibles.

Au reste nous la faisons vivre quotidiennement en étant le fer de lance des luttes, par nos analyses et par nos mots d'ordre.

Peu importe qui est déjà candidat et qui ne l'est pas. Peu importe que celles et ceux qui le sont ou qui rêvent de l'être pensent se démarquer en insultant tous les autres.

Nous pensons qu'il faut appeler dès maintenant au rassemblement de la gauche, sur la base du programme actualisé d'un nouveau front populaire, qu'il faut appeler à faire campagne avec les militants et les militantes de ces forces rassemblées et qu'il faut appeler à constituer

des comités locaux sur cette base : pour mener de front la campagne présidentielle puis la campagne des législatives sous la même bannière, en assumant bien entendu nos appartenances respectives.

Ces comités devront perdurer dans le temps pour que nos territoires ne se trouvent pas déconnectés, comme ils peuvent l'être aujourd'hui, de leurs députés. La question du mandat qui leur est donné et de la façon dont ils s'en acquittent doit être également posée.

Au-delà du programme, nous appelons donc à ce que la gauche se dote de règles de fonctionnement pour sortir des jeux électoralistes. Les partis politiques prêts à l'union pourront et devront évidemment faire valoir leurs singularités mais ils devront par ailleurs s'engager à s'abstenir de la critique publique stérile des autres composantes.

Si l'intérêt populaire n'est au service de personne, nous regrettons que trop peu se mettent à son service. Nous les communistes nous sommes de ceux-là.